

Jugement N°94/2018/CJ/SIII

Du 27 décembre 2018

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0509

Cadis TOKO

(Me Florent KOUKOU)

C/

Thierry SOSSOU

OBJET

Délai de grâce

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : Maurice YEDOMON et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 27 décembre 2018 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience publique du 27 décembre 2018 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Cadis TOKO, revendeur, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, carré 812 Fignon, ex Sikècodji 2, maison feu Pierre SOKPO, 03 BP 3724 Cotonou, tél : 62 59 70 90/96 56 99 99 ;

Assisté de Maître Florent KOUKOU, Avocat à la cour ;

DEFENDEUR

Thierry SOSSOU, revendeur, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou, Gbèdjromédé, tél : 96.11.44.37 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 30 août 2018, Cadis TOKO a attiré Thierry SOSSOU devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter un délai de grâce de 10 mois à compter du prononcé de la présente décision ;

Au soutien de sa demande, Cadis TOKO expose que suivant contrat du 08 juin 2018, il a acquis 31040 kilogrammes de noix de cajou auprès de Thierry SOSSOU moyennant une somme de 21.474.600 FCFA ;

Qu'il a versé une avance de 6.000.000 FCFA et a délivré un chèque de 15.474.600 FCFA ;

Qu'il n'a pas pu payer le solde de 15.474.600 FCFA car ses acquéreurs n'ont pas honoré leur engagement ;

Qu'il a dû faire un prêt de 5.000.000 FCFA pour procéder à un paiement partiel de sa dette et restant devoir 10.747.600 FCFA ;

Que compte tenu de ses difficultés économiques, il ne pourra honorer son engagement dans le délai convenu ;

En réplique, Thierry SOSSOU explique que sa situation financière ne lui permet pas d'accéder à une telle demande ;

Qu'il n'a pas respecté le délai convenu ;

Qu'il sollicite sa condamnation au paiement du solde de 10.747.600 FCFA ;

Sur le délai de grâce

Attendu que le débiteur ne peut bénéficier d'un délai de grâce que s'il justifie sa bonne foi et ses difficultés financières ;

Attendu qu'en l'espèce, Cadis TOKO a sollicité un délai de grâce sans apporter aucun élément d'appréciation ;

Qu'il explique ses difficultés par le fait que ses acquéreurs n'ont pas honoré leur engagement sans en apporter la moindre preuve ;

Qu'en outre, il ne fait aucune offre de paiement ;

Que dans ces conditions, il convient de rejeter cette demande ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Rejette la demande de délai de grâce formulée par Cadis TOKO ;

Le condamne à payer à Thierry SOSSOU la somme de dix millions sept quarante-sept mille six cent (10.747.600) FCFA ;

Condamne Cadis TOKO aux dépens.

Ont signé

Le Greffier

Le Président

